

DÉGRADATION DU CADRE DE VIE À BOUMERDÈS

Les autorités interpellées

à Aït-Amrane

Dans l'un de ses beaux textes, Lounis Aït-Menguellat disait à peu près ceci : «Je vois que vous voyez même si vous êtes aveugles.» C'est ce que pourrait éventuellement dire un citoyen de la commune d'Aït-Amrane (Boumerdès) à l'administration de la wilaya, restée insensible au sort de cette municipalité et par conséquent à celui de la population de la localité.

Face à cette situation dans laquelle se trouve la municipalité en question, le commun des citoyens ne peut que s'interroger : n'est-ce pas un choix délibéré pour laisser cette région berbérophone dans une dynamique de régression constante ? Pourtant, depuis plusieurs mois, 5 élus de cette commune n'ont cessé d'emmener des actions de protestation.

Ce groupe qui motive ses contestations à partir du vécu de ses concitoyens a envoyé à toutes les instances locales et régionales un liste, datée du 24 septembre dernier, énumérant 17 projets de développement à l'arrêt, 7 enregistrant du retard et 3 autres dont les travaux sont, selon eux, gelés. Presque tous ces programmes sont directement liés au cadre de vie des citoyens.

Dans la même correspondance, les rédacteurs décrivent en quelques points, la situation déplorable de la commune. «Le centre de la commune est devenu une décharge publique», peut-on lire dans l'un des points. Le P/APC d'Aït- Amrane, Adjout Rabah,

élu sur la liste FLN, voit la situation de ces projets autrement. «C'est normal. Ces blocages font partie des aléas propres à l'environnement de la commune. Ils font partie de 80 projets communaux.

D'ailleurs pour certains les travaux ont redémarré», explique-t-il. Pour lui tout fonctionne dans la commune qu'il administre et les projets de dével-oppement se concrétisent sur le terrain. Au vu de ce qui se passe dans la commune d'Aït-Amrane, cela revient à penser que la municipalité est paralysée.

Les 5 élus contestataires ont tous démissionné des commissions communales. Dans leur lettre datée du 6 septembre 2009, ils dénoncent «la violence politique, le règlement de comptes d'une majorité faible et médiocre».

Dans une autre lettre qu'ils lui ont adressée le 16 septembre, ils constatent «la dégradation continue dans plusieurs domaines touchant à la vie des citoyens».

Ils demandent par conséquent au P/APC de la sagesse pour reconnaître son incapacité à gérer la

commune et de tirer les conséquences pour démissionner pour éviter une explosion de la violence urbaine. Sur ce point, le P/APC affirme ignorer cette mise en garde. Concernant leur démission des commissions, le premier magistrat d'Aït-Amrane refuse de faire de commentaire.

«Ce sont des élus. Ils sont seuls responsables de leurs positions et de leurs actions» dit-il Pour rappel, les 5 élus ont observée dernièrement un sit-in. Ils ont par conséquent sorti leurs sièges de l'assemblée pour s'installer dans la cour de l'APC. «Puisque le P/APC et son clan refusent de nous écouter, nous sortons dehors pour protester et prendre à témoin la population», disent-ils.

Deux militants considérés comme étant la plus ancienne garde locale du FLN nous ont rendu visite dernièrement.

Ils étaient porteurs d'une lettre signée par leurs camarades du parti. Faisant allusion à la victoire concrétisée par le gain d'une majorité au niveau de l'Assemblée communale arrachée de haute lutte, les protestataires se démarque du comportement du responsable de leur parti au niveau local. «Depuis cette victoire, les activités du parti

sont gelées.» Nos visiteurs laissent entendre que les militants qui ont fait campagne et gagné la confiance des électeurs sont dans une situation embarrassante vis-à-vis des citoyens.

«Le gel des activités de l'instance partisane locale empêche les militants de prendre connaissance, par le truchement du fonctionnement organique normal du FLN, de la gestion des affaires de notre commune dont notre parti a la responsabilité politique», disent-ils. «Jusqu'à quand et pourquoi cette léthargie ?» s'inquiètent-ils. Selon un responsable de la kasma, ceci a pris en otage le parti et paralyse les activités politiques.

Il se démarque donc de la gestion de l'APC. Joint par téléphone, le mouhafedh de Boumerdès, Si Youcef Mokhtar, dément ces assertions. «Bien au contraire, le FLN est en bonne santé dans cette commune.

Les 7 militants ne sont pas représentatifs dans un effectif organique de 200 militants», dira-t-il.

Et d'ajouter : «La commune d'Aït-Amrane est la plus active.» Il y a lieu de préciser que l'entretien avec le Mouhafedh ne concernait que la vie du parti qu'il dirige.

Abachi L.

ADRAR

Traque aux malfaiteurs

Certains, après une longue année de labeur, partent en vacances laissant leurs domiciles sans surveillance ; une aubaine pour les cambrioleurs. En effet, plusieurs vols, plus de 300, ont été commis dans les daïras d'Adrar, Reggane, Timimoun et Aoulef. Parmi les auteurs, des mineurs et des femmes. 126 cambriolages ont été résolus, les autres sont en cours. Ainsi, 33 personnes furent placées sous mandat dépôt, 34 laissées en liberté provisoire et 91 ont bénéficié de la citation directe.

Les violences ont impliqué 67 personnes, parmi elles des mineurs, liées directement ou indirectement à 76 affaires. Dans un autre contexte, plus de 70 immigrés clandestins de nationalités différentes, en provenance d'Afrique sub-saharienne ont été reconduits vers leurs pays d'origine. La contrebande fait partie de la lutte menée par les éléments de la sûreté, 1 000 litres de carburant et 400 cartouches de cigarettes ont été saisis. Le trafic, le commerce et la vente illicite de stupéfiants sont traqués sans relâche. 62 individus impliqués dans 38 affaires ont été arrêtés. La lutte engagée, nous confie le chef de sûreté, M. Dahmani, sera sans relâche afin d'éradiquer ce fléau.

EI-Hachemi S.

ATTRIBUTION DE LOGEMENTS SOCIAUX À TIZI-OUZOU

Des contestataires ferment le siège de l'APC à Aïn-Zaouia

Après une grève de la faim entamée puis suspendue, après des pourparlers avec le SG de la daïra de Draâ-El-Mizan, par deux citoyens et le mécontentement de dizaines d'autres non bénéficiaires, voilà que d'autres contestataires sont passés à une action improvisée consistant à fermer le siège de l'APC.

Comme nous l'avions rapporté dans l'édition de dimanche, la situation devient de plus en plus épineuse pour les services concernés, car au moment où une délégation de contestataires était en pourparlers avec le chef de daïra comme prévu, voilà que d'autres citoyens sont venus grossir les rangs des non-inscrits sur la liste des heureux bénéficiaires. Il a fallu attendre l'après-midi de dimanche pour qu'un entretien ait lieu entre les services de la daïra et les citoyens concernés par cette protestation. Aux dernières nouvelles, cette réunion a, finalement, débouché sur un compromis. En effet, ils ont reçu des assurances des services concernés pour la prochaine distribution de logements sociaux en construction.

Aït Moh O.

Bientôt un annuaire médical pour Oran

Bientôt, les Oranais n'auront plus de problèmes de trouver un médecin, un pharmacien ou tout autre professionnel de la santé installé à Oran, et ce, grâce à l'annuaire médical que le bureau d'études GrafSide compte éditer d'ici le mois de janvier 2010.

Selon M. Abdelkrim Yousfi, consultant en communication et chef de ce projet, «ce guide qui sera intitulé *Mon Choix* inclura une présentation de l'ensemble des praticiens de la santé, privés, tous corps confondus : généralistes, spécialistes, dentistes, cliniques, laboratoires d'analyses, pharmaciens...». Ce guide, souligne-t-on, sera destiné aux professionnels de la santé au même titre qu'aux citoyens. M. Abdelkrim Yousfi, qui a annoncé ce lundi le début de la campagne de recensement des médecins et pharmaciens de la wilaya d'Oran, estime que «cet annuaire pratique vient compléter le déficit informationnel certain en matière médicale et consolidera le droit d'accès à l'information». Il promet que ce guide bénéficiera d'une grande distribution via les adhérents, les directions de santé, les ministères, les établissements hôteliers... De même qu'il offrira la possibilité aux particuliers d'effectuer des commandes on-line par le biais du site officiel dudit bureau d'études.

Ben Aziz

GUELMA

Transport urbain, un service public défaillant

A Guelma, le transport urbain couvre huit lignes desservies par 130 bus et minicars dont la moyenne d'âge avoisine trois ans.

Les citadins empruntent quotidiennement ce moyen de locomotion économique qui répond à leurs besoins. Toutefois, les Guelmis trouvent que le transport public souffre indéniablement d'insuffisances qui créent une certaine anarchie : qualité de service médiocre, pollution et insécurité routière.Certains usagers parlent de leurs vicissitudes journalières et de leur ras-le-bol. Selon leurs dires, les

transporteurs imposent leur diktat ; ils observent de longs arrêts afin de faire le plein. Cette situation atteint son paroxysme à midi, moment de la pause déjeuner, et pénalise les travailleurs, lycéens et collégiens qui doivent regagner leurs domiciles dans les cités Bab-Essouk, Guehdour, Champ-de-manœuvres, Aïn-Defla et Cnep.

En plus de ces retards imposés qui perturbent leur qualité de vie, les usagers sont quotidiennement stressés par les courses-poursuites pratiquées par des conducteurs de bus non qualifiés en plein centre-ville. Ces chauffards ont

endeuillé plusieurs familles qui, à juste titre, interpellent les autorités compétentes afin de trouver des solutions et mettre le holà à ces dépassements intolérables. D'autre part, suite à l'extension du chef-lieu de wilaya, de nouvelles cités ont vu le jour, ainsi que plusieurs lotissements implantés dans les quartiers périphériques. Actuellement, le transport urbain ne dessert pas ces nouveaux sites, ce qui pénalise des milliers de citoyens, comme ceux des cités Bourouayah, les 1 000-logts, El-Hafsi, Touahri...

Didine G.

RENTÉE PROFESSIONNELLE À AÏN-TÉMOUCHENT

Six nouvelles spécialités

La rentrée professionnelle 2009/2010 à laquelle 3 342 stagiaires sont inscrits à travers les différents centres CFPA de la wilaya se caractérise cette année par l'ouverture de six nouvelles spécialités.

Des spécialités spécifiques aux besoins et à la vocation de la wilaya de Aïn-Témouchent,

à savoir le traitement des eaux, le contrôle de la qualité (l'industrie agroalimentaire), l'élevage de petits animaux, l'électricité industrielle, et l'horticulture.

Selon le responsable du bureau de la formation de la direction de la formation professionnelle, M. Mouffok Kaddour, les stagiaires inscrits sont répartis entre : 1 445 pour la formation

résidentielle, 1 077 pour la formation par apprentissage, 280 pour les cours du soir et 485 pour les femmes au foyer.

Il est à noter que cette année verra également la formation s'étendre aux jeunes incarcérés âgés de 16 à 20 ans des trois centres pénitentiaires de la wilaya en collaboration avec l'agence l'Anem de la wilaya pour assurer aux détenus une

formation adéquate pouvant leur permettre une insertion ordinaire dans la société après avoir purgé leur peine.

En matière d'infrastructures d'accueil, il faut signaler l'ouverture de trois nouveaux centres de CFPA l'un à Aïn-Kihel, l'autre à Oulhaça et la reconversion de l'Institut national (INSFP) du chef-lieu de wilaya en CFPA.

S. B.